

I - l'entrée sur le territoire

A - le droit d'entrer sur le territoire

1) la vérification de la nationalité française

Depuis 74 : principe de l'immigration zéro. Principe de souveraineté de l'Etat, il faut un visa pour rentrer en F.

Droit des étrangers ne concerne que les étrangers. Le contentieux de l'entrée, du séjour appartient à la J° administrative sauf les mesures privatives de liberté. (JLD). Frontière entre les 2 juges sauf en cas de voie de fait : ex : **TA Nice 9 novembre 2007 Ben Hamouda**: le M de l'intérieur avait refusé à un monsieur l'entrée sur le territoire alors qu'il avait un certificat de nationalité. La voie de fait peut prendre 2 formes : soit exécution forcée d'une décision irrégulière, soit décision insusceptible de se rattacher à un pouvoir d'une autorité administrative. Ici, il y a une voie de fait. Le monsieur avait obtenu le certificat en produisant de faux documents mais décision nulle et on enjoint au ministre de délivrer un titre pour que le monsieur revienne sur le territoire F.

Le greffier en chef du TGI délivre les certificats de nationalité.

2) la vérification de l'état civil de l'étranger demandeur d'un visa au titre du regroupement familial

Adoption de la loi Hortefeux du 20 novembre 2007, décision CC 15 novembre 2007 : art 13 sur l'ADN : pour prouver sa filiation avec la mère du demandeur, on peut recourir à un test ADN. Grievs : atteinte au principe d'égalité, atteinte au droit au regroupement familial, dignité humaine, atteinte au principe de clarté de la loi.

Art 6 : principe d'égalité devant la loi.

L'art 13 était susceptible de violer le principe à de nombreux titres.

Pas de violation d'égalité entre enfants biologiques et adoptés, c'est un moyen de preuve supplémentaire.

Ce moyen est ouvert à certains pays qui ont des défaillances dans leur état civil : Irak...les ressortissants de ces états ne sont pas dans la même situation que les ressortissants d'autres états.

Pas d'atteinte au respect de la vie privée.

Les tests génétiques existent déjà, le CC le rappelle, pour les actions relatives à la contestation d'un lien de filiation notamment. Le consentement de l'intéressé doit être recueilli.

B - le maintien en zone d'attente

1) les conditions de maintien en droit français

Un étranger peut faire l'objet d'un refus d'entrer : par une décision écrite et motivée.

Depuis loi du 24 août 93, décision peut être exécutée d'office, pas besoin de

recourir au juge. Art L 221-1 code ESE: l'étranger qui arrive en F et qui n'est pas autorisé à entrer soit demande son admission au titre d'asile peut être maintenu en zone d'attente pendant le temps strictement nécessaire à son départ.

Décision du 25 février 92, CC invalide certaines dispositions sans remettre en cause les zones de transit. Il distingue les mesures qui privent l'individu de sa liberté d'aller et de venir : zones de transit constituent une contrainte moindre car l'étranger peut quitter le territoire à tout moment. La durée du maintien en zone d'attente ne peut dépasser 20 jours. Durant 2 fois 48h, l'autorité administrative pourra maintenir l'étranger en zone d'attente sans JLD. Au delà seul le JLD peut décider du maintien pour un délai de 8 jours. Appel non suspensif donc peu d'intérêt. Enfin, maintien en zone d'attente peut être prononcé par prés TGI pour 8 jours de plus.

Griefs à l'encontre de ce système : ça reste une mesure privative de liberté qui rentre champs art 5 sur le droit à la liberté et à la sûreté. (lire art 5 § 1 F). CEDH a confronté cet article.

2) la soumission de la CEDH

CEDH, grande chambre, 29 janvier 2008, Saadi/ RU : ressortissant irakien résidant à Londres, détention de 7 jours. Il invoquait art 5 CEDH car avait été détenu dans un centre sans être informé des raisons de sa détention. La chambre rejette l'idée selon laquelle l'étranger qui se présenterait de lui-même chercherait à pénétrer sur le territoire. Cette détention doit se concilier avec le droit à la liberté. La mise en oeuvre de ces mesures de détention doit se faire de bonne foi et ne doit être liée que pour empêcher une entrée irrégulière. La durée de la détention ne doit pas excéder le délai raisonnable pour atteindre le but poursuivi. La cour conclut que les autorités ont agi de bonne foi et que pas d'incompatibilité avec art 5.

Cour rappelle que requérant remis en liberté dès le lendemain du rejet de sa demande.

C – l'exigence d'un recours effectif au bénéfice du demandeur d'asile

1) la condamnation de la France

Jusqu'à récemment, REP possible contre la décision ministérielle ou référé de L 521-1 CJA.

Mais ce n'était pas suffisant selon la CEDH : **26 avril 2007, Gebremedhin/ F** : cour s'était déjà prononcé en 86 en disant que ce recours n'était pas assez efficace. CEDH a durci sa position sur l'art 13. Désormais, il est nécessaire d'instaurer un recours suspensif.

2) la modification de la loi

Loi du 20 novembre 2007 relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile, art 24 : Art 24 de la loi crée un nouveau article dans code ESE qui prévoit une procédure spéciale de recours pour répondre à la condamnation de la F, procédure exclusive du référé liberté. Art 213-9 : aucun autre recours ne

peut être introduit au titre du refus d'entrer de l'asile. On ne peut plus utiliser le référé liberté. Cela aboutit à un jugement au fond. C'est une procédure d'urgence, rapide. Ce nouveau recours est automatiquement suspensif. Les délais sont courts : 48h après la notification pour demander l'annulation auprès du président du TA qui devra se prononcer dans les 72h. Demande doit être présentée par une requête motivée, c'est un peu court pour le faire !

II - l'éloignement des étrangers

A - la forme et le contentieux des mesures d'éloignement

1) les apports de la loi du 24 juillet 2006 relative à l'immigration et à l'intégration

Objectif : accroître l'efficacité du système d'éloignement en regroupant dans un même acte une pluralité de décisions dont la mise en oeuvre était défailante + permettre la réduction sensible du nb de recours contentieux. Ce recours représente en effet près d'un quart du volume du contentieux administratif. Mesures d'éloignement avant cette loi avaient un taux de mise en oeuvre d'1% ! Il existait 3 actes :

-décision de refus de séjour adopté par le préfet accompagnée d'une invitation à quitter le territoire dans un délai d'un mois. A défaut

-arrêté de reconduite à la frontière

-acte qui fixe le pays de destination

2) la mise en oeuvre de la loi

Désormais les 3 décisions sont prises par un seul texte. L'obligation de quitter le territoire F ne se substitue pas complètement aux actes qui existaient. Il existe donc toujours 3 types d'actes portant mesures d'éloignement : obligation de quitter le territoire F, arrêté de reconduite à la frontière, expulsion.

CE 15 février 2007, GISTI, AJDA 2007, 396 : annulation circulaire.

CE, avis, 28 novembre 2007, M. Rakotovo et Mme Rasoarivelomanana : sur le délai d'un an.

CE, avis, 19 octobre 2007, M. Hammou et M. Benabdelhak, AJDA 2007, 2009 : même si 3 actes, il y a 3 décisions. Dans l'obligation de quitter le territoire subsistait ces 3 actes. Chaque acte peut faire l'objet d'un recours distinct.

Recours suspensif que pour la mesure portant obligation de quitter le territoire pas sur le pays de destination, recours suspensif pour une partie de la décision et pas pour l'autre. Complexité contentieuse ! Le CE a considéré donc qu'on pouvait utiliser le référé liberté contre les autres mesures : contre le refus du titre de séjour et la fixation du pays de destination : **CE, 28 novembre 2007, M. Towo Menjadeu, AJDA 2007, 2290.**

Ce régime n'est pas très favorable au niveau du contentieux et donc pour le

justiciable. Le délai est d'un mois au lieu de 2 mois. Pas de recours administratif préalable qui prorogerait le délai de recours contentieux. Le législateur a donc créé un régime défavorable à l'étranger. En apparence, ces régimes semblent favorables mais ils ne le sont pas.

B – les limites de fond des mesures d'éloignement

CE, sect, 9 novembre 2007, Mme Cheglali : arrêté de reconduite à la frontière. Annulation d'un arrêté pour méconnaissance des dispositions de l'art 8 CEDH et de dispositions de la convention de NY relative au statut des apatrides. Mais qualité d'apatride est reconnue après à sa fille mineure. *Est apatride une personne qu'aucun état ne considère comme son ressortissant et la convention de NY prévoit une protection particulière.* En F, lire art 721 et s, pour l'OFPRA qui donne la qualité d'apatride. Il ne peut pas être expulsé. Il bénéficie de plein droit d'une carte de séjour temporaire. Elle s'étend à ses enfants et son conjoint. Une personne qui a le titre d'apatride se trouve régulièrement sur le territoire F. La personne ne peut faire l'objet d'une mesure de reconduite à la frontière.

Le CE reconnaît le caractère rétroactif de la décision de l'OFPRA. CE juge que cette décision est rétroactive car reconnaît un droit préexistant, elle n'en crée par un. Sa fille est apatride depuis sa naissance.

Le juge administratif ne reconnaît pas nécessairement aux enfants un droit de séjour distinct de celui de leurs parents. Ici, le juge administratif aurait pu considérer que rien ne s'opposait à ce que l'enfant accompagne sa mère au Maroc, mais il fait primer le statut de l'enfant : même mineur un apatride ne doit pas être éloigné du territoire F, et retour de sa mère au Maroc aurait créé une atteinte disproportionnée à la vie familiale : donc annulation de la reconduite à la frontière.